

Aventures et mésaventures d'un projet : l'histoire d'un Déclic

Marie-Laure Viaud

Article paru dans *Recherche Sociale*, n° 150, avril-juin 1999, pp. 35-39

Depuis bientôt trois ans, une équipe d'enseignants et de parents demande la création en région parisienne d'un collège-lycée innovant, dans l'Education Nationale, où des enseignants volontaires pourraient élaborer, appliquer et évaluer un projet pédagogique fondé sur la pédagogie Freinet (¹).

La pédagogie Freinet est une pédagogie centrée sur l'enfant qui apporte des réponses théoriques et pratiques à ce qu'il est convenu d'appeler l'échec scolaire. Il s'agit d'accorder, dès le plus jeune âge des responsabilités aux élèves, en leur faisant découvrir, par la pratique, la nécessité de lois pour la vie en groupe, et donc en société. Il s'agit également de les faire participer activement à leurs apprentissages, à travers une pédagogie basée sur l'expression et la communication (Correspondance -papier, télécopie, vidéo, internet-, journaux scolaires, conférences, débats, comptes rendus...) et en suscitant l'esprit de recherche et le tâtonnement expérimental, dans des situations vraies. Il s'agit enfin de mettre en place des structures qui favorisent la coopération et non la compétition (entraide, travail en groupes de besoin, évaluation sous forme de brevets...) et d'individualiser les parcours de formation pour s'adapter au besoin et au rythme de chacun (fichiers autocorrectifs, Réseaux d'Echanges de Savoirs...).

L'association « D.E.C.L.I.C » (Développement Expérimental d'un Collège-Lycée d'Initiative Citoyenne), à l'origine de ce projet, doit constater aujourd'hui que l'ouverture de l'établissement qu'ils demandent n'a toujours pas pu avoir lieu.

Les promoteurs du projet sont singulièrement isolés : le noyau dur des parents sympathisants « déclic » s'est fort peu étoffé au fil des années ; et à notre connaissance, il n'existe pas et n'a pas existé en France depuis plus de vingt ans de mouvement associatif analogue (²). On est alors conduit à s'interroger : alors que les symptômes du mal-être dans les établissements scolaires sont nombreux -multiplication des actes de violence, absentéisme des élèves, désarroi des enseignants, pourquoi n'existe pas de demande sociale forte, ni de la part des enseignants, ni de la part des parents, en faveur de l'ouverture de collèges et de lycées différents ?

Par ailleurs, bien que ce projet, en tous points conforme à la loi d'orientation de 1989, ait reçu des centaines de pré-inscriptions et le soutien d'élus, de mouvements pédagogiques, de nombreuses personnalités comme Ph. Meirieu, P.G. De Gennes, J.P. Rosenczweig, il rencontre d'incompréhensibles barrages administratifs dans l'Education Nationale et a déjà été remis par deux fois. Comment expliquer que l'administration de l'E.N. n'autorise toujours pas l'ouverture de ce collège-lycée ?

Pour éclairer ces interrogations, je propose une série de questions et de réflexions suscitées par l'expérience de trois ans de travail associatif avec des parents et enseignants, et par de multiples contacts avec différents acteurs de l'administration de l'E.N. Bien évidemment, il ne s'agit que du point de vue d'un des acteurs de ce mouvement.

Les parents et enseignants que nous avons rencontrés, ce qu'ils nous ont dit d'eux-mêmes et de leurs collègues ou de leurs amis, montrent d'abord que même plongés dans le plus vif désarroi, ils ne sont pas massivement demandeurs d'une pédagogie différente.

¹ Projet DECLIC, 152 bd. Vincent Auriol, 75013 Paris (declic93@hotmail.com).

² R. Auffrand, Annuaire des écoles différentes, Agence-Information-Enfance, Paris, 1999.

S'agissant tout d'abord des enseignants à qui nous avons présenté le projet depuis trois ans, la question qui se pose est la suivante : n'ont-ils pas du mal à imaginer un système radicalement différent de celui qu'ils connaissent ? Cela tiendrait à plusieurs causes. Tout d'abord, la plupart des enseignants n'ont jamais quitté l'univers des salles de classe et il est très difficile de modifier des pratiques qui semblent avoir toujours existé (notation, 18 h/ semaine, statuts, emplois du temps découpés en tranches de 55 minutes, totale liberté pédagogique...). Les enseignants ont également souvent été, dans le passé, de bons élèves : ils ont du mal à remettre en cause un système qui leur a permis de réussir. Enfin, la majorité d'entre eux ne connaît pas ni les grands courants pédagogiques, ni les classes Freinet, P.I., ou l'existence des établissements expérimentaux. Korczak, Freinet, Montessori, Deligny, Oury... restent pour eux des noms creux : ils n'en ont pas entendu parler dans les IUFM et ne cherchent pas à s'informer dans les domaines qui relèvent du champ de leur activité professionnelle ⁽³⁾. Ainsi, on ne leur donne pas -et ils ne se donnent pas- les moyens d'imaginer comment des pédagogies différentes pourraient fonctionner.

Les militants pédagogiques, eux, sont de plus en plus rares dans le second degré -ainsi, le secteur 2d degré de l'ICEM-Freinet, qui était très actif dans les années 70, a quasiment cessé ses activités aujourd'hui. Peut-on penser que le métier d'enseignant engendre une fatigue nerveuse telle que, le soir et le week-end, les enseignants n'ont plus envie d'entendre parler de pédagogie... ce qui, de façon assez paradoxale, pourrait peut-être expliquer qu'ils ne luttent pas pour modifier les conditions d'exercice de leur métier.

Si les enseignants n'arrivent pas à imaginer « autre chose », pourquoi les parents, eux, ne l'exigent-ils pas ? L'expérience de DECLIC amène à se demander s'il n'existerait pas chez certains d'entre eux du moins une sorte de culture du secret : « quand on a une information, on la garde pour soi » ? Ainsi, ils épuisent une énergie considérable à trouver d'abord « le bon établissement », puis les options rares qui permettent d'être dans « la bonne classe »... et ils gardent jalousement ces informations. Ils restent assez isolés, « mon enfant d'abord » étant un mot d'ordre bien peu fédérateur pour qui voudrait susciter un combat commun. Et quand ils trouvent une école « différente » ou une pédagogie alternative, ils semblent que les parents raisonnent à nouveau, même s'ils n'en sont pas conscients, sur le mode « il n'y en aura pas pour tout le monde » : la plupart des parents qui ont rejoint le projet DECLIC l'avaient connu par les médias et non par le bouche à oreille... et à leur tour, beaucoup n'en ont pas parlé autour d'eux . Le nombre de parents pré-inscrits et impliqués ne se n'est accru que très lentement alors que l'inverse aurait été beaucoup plus profitable au projet.

A contrario, l'exemple de la création de la « Calandreta », le seul collège-lycée à pédagogie Freinet créé dans l'Education Nationale... en langue occitane ⁽⁴⁾, montre que lorsque les parents se rencontrent et coopèrent -ici dans le cadre de la défense d'une langue régionale-, ils peuvent tout à fait obtenir de l'Education Nationale l'ouverture d'un établissement innovant.

Par ailleurs, beaucoup de parents connaissent mal les écoles différentes et ils ont souvent l'impression qu'ils ne donneraient pas toutes les chances à leur enfant en choisissant un de ces établissements : ils préfèrent souvent attendre la « dernière extrémité » (redoublement, triplement, renvoi...) pour chercher alors, dans l'urgence et la panique du mois de juin, un établissement différent. Chaque année, au printemps, nombre de ces parents contactent Déclic sur le thème « mon enfant triple, au secours, prenez-le ». Ils veulent consommer une « autre école » tout de suite, pas la

³ 0,3 à 1 % des enseignants lisent des revues spécialisées (*Cahiers Pédagogiques*, la *Revue française de pédagogie*, *Pratiques*...) cf C.ETEVE et C.GAMBART, *Ce que lisent les enseignants*, INRP, Paris, 1992.

⁴ La fédération Calandretas Midi-Pyrénées (56 rue Tour, 31000 Toulouse) regroupe de nombreuses écoles primaires et depuis trois ans un collège-lycée. L'enseignement est bilingue français/occitan et fondé sur la pédagogie institutionnelle, très proche de la pédagogie Freinet.

créer.

Au delà de ces essais d'explication des comportements des uns et des autres, le rapport entre individu et société est peut-être en cause. Dans une période où « les gens ne se prennent pas en main », vouloir créer un établissement différent dans l'E.N., n'est-ce pas une initiative aux antipodes de ce que l'on vit ? Ce qui expliquerait que parents et enseignants soient si peu nombreux à s'investir dans une démarche militante ?

Il semble tout d'abord que demander l'ouverture d'une école différente dans l'E.N. soit une démarche bien inhabituelle en France. Ainsi, au sein de l'association, certains des parents et des enseignants, même adhérents, se contentent... d'attendre l'ouverture ! A l'école, ils n'ont jamais appris à prendre des initiatives, « à se lancer, à mener un projet dans la durée, à se confronter aux difficultés, à se casser la figure, à persévérer malgré tout » ⁽⁵⁾. Et leurs propos amènent à penser qu'ils sont habitués à ce que le service public prenne tout en charge, comme si dans la culture française où l'Etat décide de tout, les citoyens ne se sentaient pas le droit de prendre des initiatives. Créer une école, cette démarche semble particulièrement contre nature et contre culture chez les fonctionnaires que sont les enseignants : c'est la négation de l'esprit de la fonction publique. On ne voit pas des postiers dire « on voudrait un bureau de poste ici, et qui fonctionne comme ci et comme ça »...

Parmi ceux qui militent, rares sont d'ailleurs ceux qui sont prêts à consacrer une fraction importante de leur temps et de leur énergie à DECLIC. L'image des pionniers des premiers établissements expérimentaux - 40 heures de travail par semaine et les joies du ménage ou de la comptabilité- agit plutôt comme un repoussoir. Finalement, pour certains, le mouvement DECLIC ne joue-t-il pas le rôle d'un rêve collectif qui permettrait de mieux supporter le quotidien ?

Enfin, il faut prendre en compte le fait que les parents du mouvement DECLIC sont des parents des classes moyennes... alors que les praticiens des méthodes actives, eux, se sont toujours donnés pour « mission » de donner accès à la culture aux enfants du peuple : ce sont des pédagogies populaires et émancipatrices. L'association DECLIC n'a-t-elle pas rencontré le bon public ? Ou bien n'y a-t-il pas aujourd'hui d'interlocuteur dans le milieu populaire ? Peut-on penser que s'il y avait, aujourd'hui, des mouvements sociaux perceptibles, la demande pour la création d'établissements différents serait plus forte ?

Reste la question de l'administration de l'Education Nationale. En effet, même s'il n'y a pas eu une *forte* mobilisation des enseignants ou des parents, des centaines de citoyens ont tout de même demandé l'ouverture du projet DECLIC. Pourtant, depuis trois ans, l'E.N. n'a pas permis l'ouverture de cet projet.

On peut d'abord noter l'étrange façon dont le projet a été reçu. Les responsables du projet ont eu à faire à près d'une dizaine d'interlocuteurs différents, Recteurs, Inspecteurs d'Académie, Conseillers du Ministre, qui se sont renvoyés la responsabilité : le blocage vient d'un peu tout le monde et de personne en particulier. Par ailleurs, il n'y a jamais eu de refus officiel, comme si l'E.N. ne pouvait ni refuser un tel projet (dont les grandes lignes recourent les déclarations ministérielles récentes) ni dévoiler la véritable raison de son refus. Les différents interlocuteurs de DECLIC ont souvent commencé par dire tout le bien qu'ils pensaient du projet (« on a besoin de gens comme vous »), puis par évoquer différents prétextes (« ce n'est pas la priorité... ») avant de multiplier les obstacles pour empêcher l'ouverture, décourager ses promoteurs, repousser les ouvertures promises.

L'attitude de l'administration amène à avancer une nouvelle hypothèse : peut-être peut-on penser que le système est aujourd'hui prêt à exploser, et qu'il ne tient que parce que, par ci par là,

⁵ M.D. Pierrelée, Pourquoi vos enfants s'ennuient en classe, Syros 1999, p.155.

dans les établissements, différentes équipes temporent avec les gamins les plus durs, servent de tampon avec les familles qui ruent dans les brancards ? Parce que, par ci par là, un « Freinétique » en fait un peu plus ou un peu autrement, parle un peu aux parents, dédramatise un conseil de discipline ?... Les établissements les plus durs survivent parfois grâce à un ou deux enseignants particulièrement dynamiques qui « portent tout à bout de bras », et quelques parents élus au conseil d'administration et au conseil de discipline jouent le même rôle. Que deviendraient ces établissements si ces parents et ces enseignants se regroupaient dans un établissement expérimental ou innovant ? L'administration de l'E.N. semble en être parfaitement consciente et tout faire pour que les parents et les enseignants motivés restent éparpillés.

Peut-être peut-on également penser que si un établissement à pédagogie Freinet était ouvert et fonctionnait correctement, cela signifierait que la réponse aux difficultés actuelles du système est d'ordre pédagogique, et non d'ordre quantitatif, et que c'est donc la structure traditionnelle qu'il faut changer. Qui y aurait intérêt ...?

Nos interlocuteurs de l'E.N., eux, ont souvent évoqué le « poids des lobbies » : syndicats ou éditeurs de manuels scolaires défendent des privilèges, ils disparaîtraient si le système était bouleversé, et s'opposent donc à tout changement. Il n'y a pas lieu ici de se prononcer, mais de noter que l'administration de l'E.N. évoque cet argument, et surtout la crainte d'affrontements avec les syndicats, pour justifier son immobilisme.

Enfin, au delà de toutes les raisons « raisonnables » énumérées ci-dessus, pourquoi est-il si difficile pour les Français de changer l'école ? Les blocages ne tiennent-ils pas aussi à un comportement collectif dépourvu de fondements rationnels ? En effet les rapports entre les Français et l'école sont si passionnés, les débats à ce sujet si peu étayés par des arguments rigoureux ⁽⁶⁾, que les explications devraient, peut-être, être recherchées du côté des mythes et de l'imaginaire collectif ⁽⁷⁾.

On peut prendre l'exemple de l'attachement à l'égalité, qui trouve ses racines dans l'histoire et marque profondément l'inconscient collectif. Considérant presque comme sacrée toute phrase qui contient le mot « égalité », beaucoup de Français s'imaginent qu'il y a « égalité des chances » quand « tous les élèves entendent le même discours dans des classes considérées comme égales » ⁽⁸⁾. Ce qui les conduit bien souvent à s'opposer aux pédagogies qui prennent en compte la diversité des élèves... et à l'existence de structures pédagogiques « différentes ».

Par ailleurs, peut-être, dans leur inconscient collectif, les Français ont-ils peur de toute nouveauté et/ou innovation dans le domaine éducatif ? On peut se poser la question en voyant le succès des « républicains » qui s'opposent à toutes les réformes, ou en remarquant que « l'expression « méthodes modernes » qui, dans tous les champs de l'activité humaine, revêt un caractère positif, passe abruptement d'une acceptation méliorative à un signifié péjoratif lorsqu'on entre dans le domaine scolaire ⁽⁹⁾ ».

Bien d'autres comportements posent question : on ne peut pas tous les citer ici, mais simplement s'interroger sur la part de l'inconscient collectif dans les rapports entre les Français et l'école... part qui est bien souvent un frein aux innovations.

Tout ceci peut-il, doit-il décourager les partisans d'un collège-lycée différent ? A l'heure actuelle, les animateurs de l'association DECLIC se trouvent face à plusieurs perspectives. Certains sont tentés par l'ouverture d'un établissement privé dans un cadre associatif. D'autres proposent de

⁶ Voir l'article de Ph. Meirieu sur les « républicains », *Libération*, 8 septembre 1999, où il qualifie leurs discours de « dénonciations incantatoires » dépourvues d'argumentations solidement étayées et d'analyses précises.

⁷ R.Barthes, *Mythologies*, Paris, Seuil, 1957 et R.Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986.

⁸ M.D. Pierrelée, *op.cit.*, p.189.

⁹ Jean Desoli, *Boulet rouge pour tableau noir*, Syros 1997, page 42.

s'implanter beaucoup plus fortement dans un quartier, d'y ouvrir un local, afin de donner au projet une véritable assise populaire et de créer un véritable mouvement social demandeur d'un autre type d'établissements. Dans tous les cas, l'Education Nationale gagnerait à rattraper des parents et des enseignants qui risquent de s'éloigner d'elle.